



Brésil - Ces entreprises européennes liées à la déforestation illégale de l'Amazonie

Par [Mathilde Dorcadie](#)

Mondialisation.ca, 03 mai 2019

[Observatoire des multinationales](#) 30 avril
2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Environnement](#), [Transnationales](#)

La déforestation de la forêt amazonienne s'intensifie, comme les violations contre les droits des peuples autochtones qui y vivent, cibles du gouvernement d'extrême droite brésilien. Un rapport publié le 25 avril par l'organisation Amazon Watch accuse des entreprises européennes et nord-américaines de participer indirectement à la destruction de la forêt amazonienne, milieu de vie des communautés autochtones et indispensable à l'équilibre climatique planétaire. En cause : les rapports commerciaux que ces compagnies et investisseurs continuent d'entretenir avec des entreprises brésiliennes pourtant condamnées pour déforestation illégale.

En important du soja, de la viande de bœuf, du bois ou du sucre, des entreprises européennes et nord-américaines se rendraient-elles directement ou indirectement complices de la déforestation illégale de la forêt amazonienne et de violations des droits des peuples autochtones ? C'est à cette question que répond un [rapport](#) de l'ONG Amazon Watch rendu public ce 25 avril. « *Européens et Nord-américains font partie du problème, mais ils font aussi partie de la solution* », dit Christian Poirier, qui a dirigé les recherches.

Amazon Watch, en collaboration avec l'Observatoire brésilien de l'agro-négoce [1] et l'organisation néerlandaise Profundo, ont récolté des données publiques sur plus de 50 entreprises brésiliennes. Toutes ces entreprises ont été sanctionnées ces deux dernières années par l'Agence brésilienne de protection de l'environnement (Ibama) pour « crime environnemental » en Amazonie. Les auteurs du rapport ont ensuite suivi les flux financiers liés à ces entreprises : qui leur achète leurs produits et qui y investit. C'est ainsi qu'ils sont remontés vers plusieurs entreprises et investisseurs européens et nord-américains qui, en étant partenaires de ces acteurs de la déforestation illégale, pourraient se rendre aussi, même indirectement, co-responsables de leurs agissements.

Deux importateurs français s'approvisionnent auprès d'une entreprise brésilienne condamnée

Sont listées dans le rapport des sociétés canadiennes, états-uniennes et européennes [2] qui se fournissent en viande, en soja, en bois exotique, en cuir, en sucre ou encore en açai, une baie énergisante très prisée pour les boissons vitaminées et les compléments alimentaires, auprès des entreprises brésiliennes condamnées pour crime environnemental.

Le rapport s'intéresse par exemple au Brésilien Arnaldo Andrade Betzel, qui possède les

entreprises de bois Benevides Madeiras et de fruits Argus. Entre 2017 et 2018, il a été condamné à plus de deux millions de reais d'amende (un peu moins de 500 000 euros) pour déforestation illégale dans l'État du Pará. Amazon Watch signale que deux entreprises françaises travaillent avec cette compagnie brésilienne : Guillemette & Cie, spécialisée dans l'importation de bois, et le Groupe Rougier, un des leaders mondiaux du négoce de bois. Sur les deux années 2017 et 2018, Guillemette & Cie a importé par bateau 266 tonnes de bois vendu par Benevides Madeiras, note le rapport. Une filiale du groupe Rougier a pour sa part importé 125 tonnes de bois vendus par la firme brésilienne.

Des supermarchés bio peuvent vendre des produits de sociétés impliquées dans la déforestation illégale

L'autre entreprise du Brésilien Arnaldo Andrade Betzel, Argus, exporte de son côté des fruits. En 2018, il a vendu plus de 9 tonnes de pulpe d'açaï à une entreprise allemande, Acai GmbH, qui les revend à son tour à des chaînes allemandes de supermarchés... bio. A leur tour, des consommateurs allemands d'aliments bio pourraient favoriser, à leur insu, des entreprises brésiennes impliquées dans la déforestation illégale de l'Amazonie, en achetant leurs produits.

La forêt primaire d'Amazonie ne cesse de perdre du terrain face à l'avancée de l'exploitation industrielle des terres, utilisées principalement pour étendre les plantations et les pâturages. Un nouveau record a été franchi en 2018, avec 7900 km² de forêt, l'équivalent d'un département français, défriché. Elle est aussi affectée par le commerce du bois et les activités minières. La situation s'aggrave depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro en janvier. Son gouvernement *« envoie le pire signal qui soit, en laissant entendre aux entreprises hors-la-loi que leurs actes seront tolérés »*, estime Christian Poirier. Un sentiment d'impunité qui va de pair avec une nette augmentation de la déforestation et des invasions violentes de terres indigènes.

L'Amazonie, attaquée de plein fouet par le président Bolsonaro et son gouvernement

Le gouvernement de Jair Bolsonaro, sous la pression des lobbies agro-industriels, a déjà commencé à affaiblir les institutions garantes des règles de protection des droits des peuples indigènes, comme la Fondation de l'Indien (la Funai), et de l'environnement comme l'Ibama et l'Institut Chico Mendès pour la biodiversité. Le gouvernement d'extrême droite veut notamment mettre fin au système d'amendes – dans les faits, rarement payées – pour déforestation illégale, qui entrave à ses yeux l'activité des industriels. Pour Amazon Watch, qui a basé ses recherches à partir de ces données, c'est la preuve aussi d'une volonté de *« couper les canaux d'informations »* sur les crimes environnementaux au Brésil. *« Les fonctionnaires de l'Ibama n'ont désormais plus le droit de donner des informations à la presse »*, révèle Christian Poirier.

« La bonne nouvelle est que si les investisseurs et les acheteurs européens et nord-américains rompent leurs liens avec ces mauvais acteurs brésiliens, ils pourront se servir de leur influence économique pour lancer un signal aux dirigeants du Brésil, en montrant que la communauté internationale ne tolère pas les politiques menées par le nouveau gouvernement, poursuit le responsable d'Amazon Watch. Mais s'ils continuent à travailler avec ces entreprises, ils devront se tenir prêt à être mis en cause pour leur responsabilité dans la destruction de la forêt et les abus envers les populations indigènes. » Amazon Watch invite donc les acteurs économiques du Nord à mettre en œuvre leur devoir de diligence et à réaliser leur propre audit sur leur chaîne d'approvisionnement.

La tâche est ardue : de nombreuses banques occidentales continuent d'investir massivement dans le *trading* de matières premières. La banque française BNP Paribas est ainsi très présente auprès des quatre géants des matières premières - ADM, Bunge, Cargill, Louis Dreyfus - qui approvisionnent notamment l'Europe en soja brésilien. Cargill et Bunge ont été sanctionnés par l'Ibama en avril 2018 pour s'être fournis en soja auprès d'exploitations pourtant placées sous embargo, après avoir détruit des zones de biodiversité protégées. BNP-Paribas est l'une des banques qui investit le plus dans Cargill, avec la banque états-unienne JP Morgan et la britannique Barclays.

« Ce trésor mondial qu'est l'Amazonie dépend de nous tous »

Face au recul des marges de manœuvres des contre-pouvoirs locaux, Amazon Watch et une série d'organisations, dont la Coordination des peuples indigènes du Brésil, en appellent à la responsabilité de chacun au niveau international. « *Ce trésor mondial qu'est l'Amazonie dépend de nous tous. Alors que la santé de la forêt amazonienne se trouve sous la régence de neuf pays différents, qui doivent gérer 5,5 millions de kilomètres carré, le rôle des marchés internationaux - traders de matières premières, investisseurs et consommateurs - est impliqué dans son destin* », souligne Christian Poirier.

Lancé officiellement le 25 avril à Brasilia, lors du rassemblement annuel de la « Terre libre » des leaders de tous les peuples autochtones du Brésil (soit 800 000 individus), le rapport d'Amazon Watch espère attirer l'attention internationale sur la question. Pendant trois jours, du 24 au 26 avril, 5000 personnes ont campé à proximité des bâtiments du gouvernement brésilien pour faire entendre leurs revendications face à un président qui, selon eux, considère les peuples indigènes comme un « *ennemi* ». La présidente de la Coordination des peuples indigènes du Brésil, Sônia Guajajara, souhaite aller plus loin : « *Nous demandons aux consommateurs de boycotter les produits issus de l'agro-business brésilien, jusqu'à ce que le gouvernement prenne en considération la question des démarcations de terre et des violences contre les indigènes. Car nous voulons la paix et nos peuples veulent vivre enfin une vie juste et digne.* »

Mathilde Dorcadie

La source originale de cet article est [Observatoire des multinationales](#)
Copyright © [Mathilde Dorcadie](#), [Observatoire des multinationales](#), 2019

Articles Par : [Mathilde Dorcadie](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez : media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca